



MOUVEMENT POUR L'ACCOMPAGNEMENT ET L'INSERTION SOCIALE

En revenant de Beaune :

C'est bientôt la fin de l'été, mes humeurs me portent à revenir sur le déroulement des JNF 2011. A l'issue de cette aventure, nous avons pu évoquer et convenir de sa réussite : le thème abordé, la teneur des propos des intervenants, la satisfaction exprimée par les participants et les adhérents de notre mouvement. Un contentement aussi pour l'organisation de ces journées : logistique efficace, organisation efficiente et convivialité effective ! Tout ce que notre mouvement essaie de perpétuer. Cette rencontre annuelle permet d'identifier ce que nous sommes, d'évaluer la reconnaissance de nos actions, de mesurer le chemin parcouru...et bien évidemment les pistes à entrevoir.

Dans les propos de-ci et de-là, dans les prises de positions des uns et des autres, nous avons pu discerner une expectation : que MAIS se positionne, s'engage et manifeste son refus à toute manifestation d'une politique sociale dénaturant nos métiers, piétinant notre éthique. En évoquant la problématique et les conséquences des manifestations du dogme de l'économie libérale dans le champ de l'action sociale nous orientons manifestement notre réflexion sur un thème éminemment politique voire subversif ! Comme je le mentionnais dans les paroles d'ouverture des JNF de cette année, on ne pointe pas impunément la logique marchande pour dire du bien de la politique libérale qui la sous tend!

Mais aujourd'hui et maintenant, après ce temps de réflexion manifestement conforme aux attentes de nos adhérents, des participants, des « clients de MAIS », il nous faut poursuivre dans cette direction militante pour affirmer notre engagement.

Quelques constats :

- Le nombre de participants aux JNF de Beaune et leur satisfaction,
- L'invitation et le soutien public de plusieurs intervenants à accentuer nos prises de position militante et citoyenne... (engagement de résistance, de désobéissance... ?),
- Hier, la participation au groupe de travail de l'ANESM « *Mission du responsable de service et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance à domicile* »,
- Aujourd'hui, l'invitation à participer au séminaire du CEDIAS « *Demain, quelles politiques sociales de solidarité ?* »,

Ces constats sont autant de marques de reconnaissance de l'environnement du secteur à notre égard.

Nous ne pouvons pas rester indifférents à l'expression de ces messages !

Quelques réalités :

- Le secteur va être bousculé par l'organisation administrative autour de la mise en place des ARS dont l'un des objectifs principaux sera de concourir à une réduction drastique des dépenses publiques -*au détriment de qui, comment, à quel prix ...?*
Cette régionalisation laisse entrevoir un retour à une gestion forcenée de l'Etat. En nommant directement les « préfigurateurs » l'Etat « prend la main » de l'organisation de tout ce qui concerne les finances du sanitaire et du médico-social en prétextant une limitation des dépenses publiques. C'est curieux pour un gouvernement qui se prévaut d'appliquer une politique libérale (moins d'Etat, plus d'initiative privée...)! *Qu'est-ce à dire : gérer, organiser, démanteler pour ensuite laisser libre cours au secteur privé lucratif ?*
- Le secteur va être bousculé par les procédures de dotations financières de l'Etat à l'égard des conseils généraux. Dotations qui, en raison de la politique de rigueur, n'augmenteront pas pendant 3 ou 4 années tandis que de nombreux crédits seront réduits de 10% - *restrictions de financement des budgets de l'action sociale ?*
- Le secteur va être bousculé par le projet de réforme de l'organisation territoriale prévoyant de regrouper en une seule assemblée le conseil général et le conseil régional. Cette

régionalisation pourrait être le théâtre d'une réorganisation du champ du social et de l'action sociale dans son ensemble, en priorisant la limitation généralisée des crédits et des moyens. Technique qui fait déjà jour et problème dans le champ de l'aide à domicile, par le recours à l'entreprise privée lucrative! *Qu'avons-nous à craindre de la généralisation de cette orientation ?*

- La CNSA et le risque dépendance: Il était prévu (de longue date) de recourir au système de la protection sociale solidaire contre le risque de la dépendance liée au handicap et à la vieillesse. Création d'une cinquième branche, en considérant la dépendance comme un risque de sécurité sociale (protection sociale), égal aux quatre autres : vieillesse, maladie, famille, accidents du travail. Cependant, un récent rapport parlementaire vient proposer une solution alternative : celle de l'assurance obligatoire...assurance privée, bien entendu ! C'est aller à l'encontre du système de solidarité mis en place depuis la Libération, au nom de la Sécurité Sociale. *Est-ce que ce secteur passerait du champ de la protection sociale à celui de l'assurance privée... ? Et à quand, la même substitution de l'aide sociale ?*

Avec un tel tableau, les perspectives ne laisseraient pas d'autres choix que de se laisser aller à la déprime ! Si nous ne voulons pas baisser les bras, il nous faudra marquer notre désapprobation à la dégradation annoncée de nos missions de service public, affirmer notre engagement militant pour la défense des intérêts des plus modestes, des moins nantis que sont les personnes en situation de handicap, les exclus du système et plus particulièrement du secteur de l'entreprise, les jeunes en souffrance d'avenir qu'ils en sont devenus « incasables »...

Il serait donc question :

- De décider de l'axe politique, de l'orientation, des engagements à prendre pour que notre association se positionne (et le fasse savoir), en cette période de profondes turbulences.
- De poursuivre et d'engager notre association dans un mouvement militant et volontaire afin de résister à la mise en place de systèmes en contradiction avec nos valeurs et en contradiction avec l'esprit de la solidarité que nous défendons.

Pour ne pas rester dans le domaine de la plainte, il nous faudra positionner MAIS comme force collective de propositions, d'idées, de réflexion et coordonner les actions, relayer les expériences positives :

Passer du diagnostic à l'action (si j'osais : évoquer un processus d'émancipation politique par la conscientisation et la théorisation de l'action):

Il s'agirait :

- De favoriser les convergences de réflexions, par l'échange et la recherche entre nous et avec d'autres (parmi lesquels : ANDICAT, GALAXIE, MP4, Appel des Appels, « MAIS PAS QUE », HANDEO, CEDIAS...etc.) pour un potentiel réflexif...pour permettre à MAIS de prendre une place singulière dans notre secteur d'activité...
- De poursuivre, activer une dynamique de réseau pour consolider et améliorer la communication entre nous...
- De poursuivre, de stimuler la mutualisation des travaux d'équipe, des régions, des diverses expériences, en vue de communiquer et de constituer des supports d'actions locales en tant que résistance à la mise en place de dispositifs contraire à nos valeurs en particulier et au sens du travail social en général...